

# SUR LA TECHNIQUE (ET LES NOUVELLES TECHNOLOGIES) DANS LA SOCIÉTÉ CAPITALISÉE

*Jacques Wajnsztein*

**M**ARX A RÉTRÉCI LA TOTALITÉ DE LA VIE SOCIALE EN LA RÉDUISANT à l'activité productive des hommes et ce faisant en posant le travail comme activité générique aliénée en oubliant l'activité en général, la passion de l'activité. L'une des conséquences de cette démarche est de poser la technique comme un pouvoir de cette activité productive sur la matière et donc sur ce que l'on nomme « la nature » dont nous nous éloignons forcément dans une distanciation par rapport à ce que nous appelons communément « nature ». En cela, Marx s'est fait le continuateur des philosophes classiques de la raison et de la rationalité scientifique : Descartes, Hume, Kant, Hegel pour lesquels les hommes doivent se rendre « maîtres et possesseurs de la nature ». La technique permet d'avancer vers cet objectif ; mais ce faisant, cette avancée éloigne et distancie les hommes de la nature extérieure.

## CRITIQUE DE LA TECHNOLOGIE OU TECHNOPHOBIE

Il me semble qu'il faut éviter le danger que représente la confusion entre une critique de la neutralité de la technique, telle qu'elle a pu être exprimée par Panzieri et les *Quaderni Rossi* dans les années 1960 et ce qui serait une position technophobe, anti-industrielle et *a fortiori* « primitiviste ». Mais dire cela suppose déjà de ne pas confondre l'agir technique qui est largement déjà présent dans les sociétés pré-capitalistes dès que l'esclavage n'est plus le modèle dominant de production avec les récents développements technologiques et ce qu'on a coutume d'appeler la technoscience. En effet, si la technique est consubstantielle à l'homínisation (cf. André Leroi-Gourhan ou Gilbert Simondon), la technologie représente à la fois son intégration à des macro-systèmes (cf. Bernard Pasobrola dans le n° 16 de *Temps critiques*<sup>1</sup>) et

---

1 – Bernard Pasobrola, « Systèmes fluidiques et société connexionniste », *Temps critiques*, n° 16 : [<http://tempscritiques.free.fr/spip.php?article288>]

son idéologisation qui pose l'activité comme moyen et non pas comme fin (cf. Guy-Noël Pasquet, in *Temps critiques*, n° 11<sup>2</sup>).

Dans cette conception technologique de la technique, le réel n'est plus différent de soi, la nature n'est plus extérieure; elle devient un stock, une « externalité » positive qu'il s'agit de préserver comme, par exemple celle que représente l'Amazonie, réserve écologique mondiale qu'il faut protéger d'un pillage national brésilien éventuel. Autre exemple de constitution de stocks : le développement des bio-technologies en particulier dans tous les domaines qui touchent à la procréation et inversement, à la mort. Toutefois, cette analyse en termes de « système » n'est pas satisfaisante. Elle ne l'est déjà pas pour qualifier le capitalisme, elle ne l'est pas plus pour qualifier la technoscience. En effet, si cette intégration de la technoscience est mise en pleine lumière par le développement des NTIC, ces dernières fonctionnent aussi comme une vitrine de la modernisation et ne sont pas le signe d'une nouvelle révolution industrielle. De ce fait, elles sont aussi un cache non désiré, mais aux effets réels, d'autres échecs constants de la modernisation capitaliste et de l'absence de ligne directrice ou de « plan du capital ». Mais plus fondamentalement, il n'y a pas plus de Réseau-sujet-automate qu'il n'y a de sujet-capital automate. Le réseau séparé de sa composante humaine n'a pas d'intentionnalité propre contrairement à ce que décrit la science-fiction dominante. Mais il n'empêche qu'en tant que flux-énergie (mise en relation des individus entre eux), le réseau est (métaphoriquement) totalisant.

La technique n'est plus un moyen de l'activité d'humanisation; elle s'autonomise en système technique au sein d'une activité qui s'était déjà autonomisée de longue date dans l'économie et devient anthropologisation de la nature. Ainsi, les OGM, si personne ne s'y oppose, permettront de contrôler l'espace mondial alimentaire et donc les populations en imposant non pas forcément la concentration des terres et l'agriculture industrielle traditionnelle à base d'engrais et de traitement (ce qu'espéraient maints marxistes avides de voir disparaître cette classe impure et réactionnaire des paysans), mais une forme unique d'intrants et de fournisseurs capables de s'adresser à n'importe quel type d'exploitation. Il ne s'agira donc pas alors d'une expo-

---

2 – Guy-Noël Pasquet, « La nature c'est aussi l'être humain », *Temps critiques*, n° 11 : [<http://tempscritiques.free.fr/spip.php?article91>]

priation de la paysannerie sur le modèle historique de l'exode rural, mais d'une expropriation du vivant. Ce qui est fondamental là-dedans ce n'est donc pas que les OGM conduisent (le progressisme du capital continuerait indéfiniment) ou non (les écologistes) à l'autosuffisance alimentaire, car alors c'est raisonner dans les termes capitalistes puisque c'est la notion même de production et le rôle qu'on fait jouer à « l'économie » qui pose les questions en termes de rareté, mais le type de domination que cela implique, sur les hommes (rapports sociaux) comme sur la nature extérieure. Cette dernière domination est d'ailleurs aujourd'hui le résultat de la conception néo-classique qui fait de la nature extérieure un « capital naturel », alors qu'elle tend à faire de la nature intérieure de l'homme une seconde nature (*Invariance*) et ce que certains, depuis Pasolini, appellent une révolution anthropologique. Mais précisons que nous n'entendons pas cette « seconde nature » hominisée en dehors de sa production proprement humaine. Il ne s'agit pas de séparer une nouvelle fois objet et sujet ce qui conduirait à reconnaître l'autonomie de la technique et le système technicien ».

Dans son lien avec la science, qu'elle précède pour en devenir finalement le moteur le plus intime, le développement des techniques tend à faire correspondre savoir et pouvoir.

### « CONDITIONS DONNÉES » ET CONDITIONS OBJECTIVES

Éviter aussi le discours sur l'inéluctabilité des nouvelles technologies, ces dernières censées représenter maintenant des « conditions données » comme si elles faisaient partie d'un plan du capital et n'étaient pas le fruit de choix politiques et économiques ou sociétaux. Un point bien mis en évidence par Castoriadis: « Elles expriment ainsi un degré "d'enfoncement dans l'imaginaire" d'une certaine manière beaucoup plus problématique que dans les cultures du mythe. Traiter un homme en chose ou en pur système mécanique n'est pas moins, mais plus imaginaire que de prétendre voir en lui un hibou. Cela représente un autre degré d'enfoncement dans l'imaginaire; car non seulement la parenté réelle de l'homme avec un hibou est incomparablement plus grande qu'elle ne l'est avec une machine, mais aucune société primitive n'a jamais appliqué aussi radicalement les conséquences de ses assimilations des hommes à autre chose, que ne l'a fait l'industrie moderne de sa métaphore de l'homme-automate. Les sociétés archaïques semblent tou-

jours conserver une certaine duplicité dans ces assimilations ; mais la société moderne les prend, dans sa pratique, au pied de la lettre de la façon la plus sauvage ». (Castoriadis, *L'institution imaginaire de la société*, Seuil, 1975, p. 238)

Si on ne tient pas compte de cela, alors les « conditions données » deviennent les nouvelles conditions objectives et de la même façon que certains attendent que les conditions subjectives s'affinent avec l'existence d'une classe prolétarienne de plus en plus pure, d'autres attendent que les conditions objectives s'affinent avec une production de plus en plus socialisée, mais sans plus de lien avec une expérience vécue. Ce n'est d'ailleurs pas étonnant puisque les nouvelles technologies opèrent sur des rythmes chronologiques hors de portée de l'expérience humaine du temps (un cybernéticien travaille sur des durées inférieures au milliardième de secondes).

Le travail technoscientifique cherche à dépasser toutes les situations limites, bref à nier la finitude humaine. En conséquence, tout ce qu'il est possible de faire doit se faire (« l'impératif technicien »). Sur cette base, l'homme n'est plus défini que par ce qu'il fait. Avec les technosciences, la maîtrise du possible a remplacé la connaissance de la réalité et sa fonction de vérité. C'était déjà quelque chose bien perçu par Niklas Luhmann, mais dans une perspective systémiste qui mettait en avant le rôle des réseaux dans cette (re)construction de la société contemporaine dans laquelle les individus semblent disparaître ou s'effacer devant la complexification croissante des interactions entre systèmes purement objectifs de traitement de l'information.

Comme le dit Gilbert Hottois dans *Entre symboles et technosciences* (Champ Vallon, 1996), p. 80 : « La production du futur est radicalement différente d'un engendrement éthique de l'avenir à partir du passé. Cette production opère au contraire à partir d'une sorte d'autonomie absolue du présent qui produit le futur » alors qu'auparavant le futur était l'avenir historique et politique en référence au passé (par exemple le communisme en référence à l'histoire des luttes de classes.). La raison pratique est remplacée par la rationalité technicienne et quantitative (cf. Bernard Pasobrola, blog de *Temps*

*critiques* à la rubrique « Raison et rationalité capitaliste<sup>3</sup> ». Le temps historique est délégitimé au profit du « temps réel ».

Mais la faille de certaines critiques de la technique comme celle produite très tôt par Jacques Ellul (cf. *Le bluff technologique*) réside dans le fait qu'ils raisonnent en termes de « système ». Si cela a permis à Ellul de décrire l'évolution vers une société technicienne, cela l'a empêché de voir que la technoscience, pour s'exprimer, a besoin d'ouverture de recherche et non pas de clôture militaire ou soviétique. La révolution du capital est donc particulièrement en phase avec cette ouverture de tous les possibles.

### TECHNOLOGIE ET RAPPORTS SOCIAUX DE CLASSES

S'il n'est pas question de prendre le processus révolutionnaire, quel qu'il soit, comme l'écriture d'une page blanche qui effacerait d'un trait de plume l'existence de l'urbain (Mexico, parlons-en avec ses 10 millions d'habitants et son agglomération de 22 millions) qui a remplacé la ville et du rurbain qui a supplanté le monde rural, les infrastructures routières et le quadrillage capitaliste de l'espace, les OGM et autres, il n'était « normalement » et politiquement pas question de laisser au capital le contrôle de la technique avec ses conséquences sur l'emploi. D'ailleurs le père de la cybernétique, Wiener en était conscient, comme Oppenheimer d'ailleurs dès 1963 où ils font remarquer que la société ne va plus pouvoir reposer sur une distribution des richesses correspondant à des contributions proportionnelles à la production quand c'est la possibilité de contribution qui s'éloigne. Cette question a été prégnante très tôt aux États-Unis parce que justement la course à l'automatisation y est précoce et va produire une coupure à l'intérieur de l'ancienne classe ouvrière noire entre un petit groupe qui s'en détache pour entrer dans l'administration et l'assistance sociale; et un groupe nettement plus important qui devient une *underclass*. L'afro-américain « de base » délaisse de force ou de gré son statut d'opprimé pour celui d'inutile (l'inessentialisation de la force de travail). Dès 1962, l'AFL-CIO signe un accord sur la reconversion du personnel ce qui revient à abandonner le contrôle de la technologie au patronat et à l'État. Le syndicat n'avait pas prévu les consé-

---

3 – <http://blog.tempscritiques.net/archives/category/develop/raison-et-rationalite-capitaliste>

quences sociales tablant au contraire sur la création de nouveaux emplois et des possibilités de nouvelles clientèles plus qualifiées. En Europe, le mode de régulation fordiste eut les mêmes résultats. Les gains de productivité dus au machinisme furent monnayés contre l'échelle mobile des salaires et les salaires minima de croissance. C'est seulement les luttes des OS de la décennie 1965-1975 qui ont tenté de résister massivement à cela par des pratiques de refus du travail condamnées par la majorité des syndicats.

Aujourd'hui, les syndicats, dans une situation très différente de chômage et de délocalisation/précarisation, continuent pourtant dans la même direction en cherchant à maintenir des emplois à tout prix, même si certains, plus post-modernes, comme la CFDT ou les syndicats scandinaves, l'envisagent sur le mode du partage du travail. Face à cela, les tenants du revenu garanti inconditionnel proclament que c'est la seule façon de ne pas remplacer le travail ancien par n'importe quel emploi nouveau ne méritant même pas le nom de travail.

Nous qui sans être classables parmi les « communisateurs » n'en sommes pas moins critiques de la notion historique de phase de transition, sommes bien obligés de reconnaître qu'il y a là un problème qui ne se réglera pas à la Pol Pot. La question des « conditions données » n'est pas si facile que cela à résoudre.

C'est pour cela qu'on assiste à un effritement des luttes dans le secteur de la reproduction. Il n'y a plus que des points de vue partiels, car le global ou stratégique (l'universel du capital) apparaît comme le seul point de vue légitime (impossibilité de se passer de la voiture en zones rurales et périphériques, interdiction de la circulation automobile dans les centres urbains, bas tarifs électriques contre énergie nucléaire, barrages d'irrigation et destruction d'écosystèmes, camions/routes ou ferroulage, maintien de l'emploi ou contrainte écologique), autant de luttes potentielles et partielles.

On est loin du « point de vue ouvrier » (le particulier porteur d'universel) des opéraïstes parce que justement la révolution du capital le rend impossible ce qui n'était pas encore le cas dans le tournant des années 1960-70. Quel est aujourd'hui le point de vue ouvrier des sidérurgistes de Tarento et de Terni dont les usines vont être bradées : est-ce la défense syndicale de l'emploi contre les « boches » (Siemens) et les indiens (Mittal) ? Le « prend l'oseille et tire-toi » des jeunes prolétaires, la lutte pour imposer un *lock-out* d'initiative

ouvrière avec paiement du chômage technique pendant toute la durée de la transformation de l'entreprise en usine propre ? Ce qui est sûr, c'est que cette dernière proposition est restée très minoritaire !

Pourquoi alors, dans ces conditions, refuser la notion de « conditions données » ? Parce que celles-ci ne sont pas encore sédimentées au sens où elles sont trop nouvelles (à l'échelle historique) pour avoir déjà créé des empreintes profondes. C'est d'ailleurs pour cela que les Zuckerberg et autres comptent tant sur la « génération Y » qu'ils espèrent formater définitivement, mais au changement, ce qui est un peu une contradiction dans les termes par rapport au formatage idéologique reposant sur une certaine continuité. Pour cela il faut inculquer à cette génération une culture technoscientifique très précoce, mais qui ne soit pas celle dispensée par l'école.

### **TECHNOLOGIE ET DYNAMIQUE DU CAPITAL**

Il ne s'agit pas d'être technophile ou technophobe, mais de rester dans une distance critique avec l'advenu. La technologisation du monde fait bien partie de « l'aventure humaine », mais cela n'empêche pas de l'apprécier sous toutes ses facettes afin de déterminer des perspectives.

Or, ce n'est pas ce que font la plupart des positions favorables aux nouvelles technologies qui inscrivent ces dernières dans un progressisme du capital qui permettrait d'espérer l'éclatement de la contradiction prétendument centrale, en tous cas pour les marxistes, entre forces productives et rapports de production. C'est d'autant plus vrai qu'il y a eu non pas un « progrès », mais plutôt un changement de niveau entre le moment de la cybernétique déjà critiqué à l'époque par exemple par l'Internationale situationniste, puis par l'IQV aujourd'hui et celui de la mise en réseau via les applications numériques. En effet, si la cybernétique et son paradigme cognitiviste se voulaient science de la communication, organisation rationnelle, en fait une science du contrôle, le connexionnisme<sup>4</sup>, ouvrirait, quant à lui, le champ de la créativité,

---

4 – Nous reprenons ici une formulation intéressante de Bernard Pasobrola même si nous avons critiqué sa vision d'une succession de paradigmes explicatifs. Bernard Pasobrola, « Systèmes fluidiques et société connexionniste », *Temps critiques*, n° 16 : [<http://tempscritiques.free.fr/spip.php?article288>]

de l'autonomie et en conséquence collerait beaucoup plus à l'imaginaire libéral/libertaire.

On n'est donc plus dans la perspective d'une société de contrôle versus domination, mais dans des pratiques interactionnelles et une addiction aux flux plutôt que face à une contrainte extérieure ou à une soumission volontaire. Mais cela n'empêche pas l'État, dans sa forme réseau d'être au cœur de cette circulation fluide d'énergie. Dit autrement, il y a du « matériel » derrière « l'immatériel », de la production derrière la circulation puisqu'il y a de l'énergie physique injectée dans les réseaux, mais dans un procès de totalisation nous l'avons déjà dit.

Je l'ai déjà dit ailleurs aussi : mais cette économie du numérique repose étroitement sur la financiarisation de l'économie générale. Le marché financier tend en effet à réaliser le modèle néo-classique de l'équilibre walrasien sur un marché financier concurrentiel et toujours ouvert sans droit d'entrée ni obligation d'y rester. Il n'y a plus, potentiellement, de capital dormant à partir du moment où il peut se déplacer à tout moment et fructifier ainsi en dehors de toutes les contraintes anciennes de change ou autres.

Cette logique de réseau s'étend à tous les domaines de la vie sociale. On assiste à « l'éclosion d'une puissance générale sociale inconnue jusqu'alors qui s'incarne néanmoins dans des réseaux d'individus, des manipulateurs de symboles que l'on retrouve par exemple à Davos mais aussi de façon beaucoup plus formalisée dans des organisations comme la Trilatérale. Un peu comme dans la science-fiction cette puissance permet un jeu à l'échelle planétaire qui sera ensuite rationalisé et planifié dans le cadre d'une stratégie (c'est ici un bien grand mot) de domination par extension dans le monde de ce qui ne constituait, au départ, qu'un ballon d'essai [...]. La globalisation ne se réduit pas à un ensemble de processus observables, elle est aussi un projet normatif d'une gouvernance sans gouvernement, définie comme un mécanisme de régulation lié à l'ordre mondial et fonctionnant sans émaner d'une autorité officielle » (J.W. *Après la révolution du capital*).

Qu'en déduire ?

1 – les conditions objectives présentes soumettent les possibilités révolutionnaires à de nouvelles contraintes qui ne sont pas celles du cycle précédant.



2 – la socialisation maximale qui fait partie de ces conditions objectives ne concerne pas seulement la production, mais aussi les processus d’individualisation, de l’impression du retour à une phase précapitaliste de guerre de tous contre tous. Et la reproduction chaotique et segmentée des rapports sociaux fait, elle aussi, partie des conditions objectives.

3 – si on privilégie la socialisation maximale dans la production comme principale donnée objective on peut alors avoir l’impression d’une disparition de la valeur comme dans le cadre particulier de l’exemple des logiciels libres ou celui plus général du *general intellect*. Mais c’est confondre disparition de la valeur et son évanescence dans la mesure où le capital, dans sa dynamique (la « révolution du capital ») domine maintenant la valeur<sup>5</sup>.

4 – Si l’on ne se « satisfait » pas du « communisme du capital » (cf. Paolo Virno in *Grammaire de la multitude*, L’Éclat, 2002, p.134), alors de quel autre communisme s’agit-il puisque nous critiquons à la fois les positions communisatrices qui s’en tiennent à la formule de Marx dans *L’Idéologie allemande* selon laquelle « le communisme n’est pas un état, mais le mouvement réel qui abolit l’état de choses actuel » sans jamais dévoiler le moindre contenu sous-jacent et aussi celle de Badiou sur le communisme comme idée ?

Et là s’ouvre une vaste incertitude (notre vaste incertitude) sur... la « révolution à titre humain » et aussi sur... faut-il encore parler de « révolution », et encore sur... « par où la sortie », etc. Ce questionnement mais qui dans tous les cas devra tenir compte de la question technique sans croire *a priori* que l’on pourra se passer de ce qui nous dérange et garder ce qui nous arrange, sans la prendre donc comme un tout (cf. *Temps critiques* n° 16, p. 34-37).

---

5 – Le capital domine la valeur quand c’est lui qui semble donner « valeur ». Il se pose en source à travers la domination du travail mort (immense accumulation de capital fixe). À partir de là, la fixation de la plupart des prix est artificielle et dépend soit de l’administration soit d’un profit anticipé. Le capital affirme ses propres catégories contre celles de la valeur : prix à la place de valeur, profit à la place de plus-value, capital fixe à la place de travail mort, ressources humaines à la place de travail vivant. La loi de la valeur est remplacée par la loi de capitalisation qui détermine comment un quantum de capital s’accroît de façon concrète ou fictive, mais dans tous les cas de façon réelle (ou avec des effets réels).

Si Marx, dans le chapitre du livre I du *Capital*, sur l'industrie et l'agriculture, a bien parlé des dégâts produits par l'industrialisation, il pense ce processus à l'intérieur du processus révolutionnaire d'ensemble qui révolutionne et le capital et la classe du travail. Une position qu'il abandonnera ensuite quand il va faire de la question de la propriété privée la seule question vraiment importante puisqu'elle marque l'écart entre développement de forces productives et étroitesse des rapports de production quand la production se fait justement de plus en plus sociale. C'est la voie qui lui permettrait de faire tenir ensemble sa vision des *Manuscrits* qui est celle d'une société sans division réelle du travail où le travail est simplement activité aliénée, avec celle des *Grundrisse* qui reconnaît la division du travail qu'il faut contrôler rationnellement dans la coopération. Vision compatible avec celle du travailleur mobile polyvalent d'aujourd'hui qui représenterait la forme moderne du travail vivant dans l'automatisme social afin de ne pas retomber dans la position d'un retour à la production artisanale chère à Proudhon où le travail comme œuvre d'art de Sorel telle qu'il la décrit dans *L'avenir socialiste des syndicats*.

#### **ÉVANESCENCE DE LA VALEUR : LE RETOUR EN FORCE DE LA VALEUR D'USAGE COMME RÉCONFORT**

Derrière la position favorable aux nouvelles technologies, on trouve souvent l'idée d'une possible réappropriation de la valeur d'usage. Or, en dehors du rôle qu'on lui a fait jouer dans les théories de la valeur, la valeur d'usage était issue d'une conception du travail sur le modèle de l'*homo faber* (« l'homme est un animal fabricant d'outils » *Le Capital*, Editions sociales, p. 182) et donc d'un produit-objet doté d'une autonomie propre. Marx remet cela en cause dans ses textes sur l'automatisation. L'industrie deviendrait le moyen de dominer efficacement la nature. Ce que son romantisme déplore dans l'industrialisation, à savoir la dénaturalisation, son positivisme lui fait aimer. Comme le dit K. Axelos : « Marx ne veut pas que les hommes soient délivrés

de la technique moderne ; il veut que la technique se délivre de tout ce qui la rend inhumaine, libérant ainsi ses propres forces et les forces humaines<sup>6</sup> ».

Mais alors la valeur d'usage ne peut plus exister sur le modèle ancien à la fois valeur d'usage de la force de travail et valeur d'usage du produit du travail. Cette dernière fait plutôt place à une production d'effets utiles dont les effets durables vont bien au-delà du procès de production immédiat. Il n'y a donc pas à chercher dans ces nouvelles technologies une déconnexion de plus en plus grande entre ce qui serait encore une création de « richesse réelle » (de valeur d'usage) et ce qui ne serait que de la création de richesse capitaliste (valeur d'échange). C'est être dans la même confusion que ceux qui prétendent qu'il y a une déconnexion entre « économie réelle » et finance. L'informatique comme la finance ne créerait pas de « valeur » (les informations seraient des productions sans valeur qui ne feraient que transmettre de la valeur déjà existante parce que produite ailleurs ou qu'accélérer sa circulation) soit le refus de considérer que la révolution du capital est processus de totalisation, que la vitesse est valorisation, etc.

Même les théories néo-classiques tiennent compte de cela :

– premièrement en prenant en compte ce qui jusqu'à maintenant ne l'était pas, à savoir les actifs immatériels qui seraient productifs de *fair value*<sup>7</sup> ce qui se répercute et explique en même temps l'estimation d'une valeur boursière des entreprises fort différente de sa valeur comptable au sens strict (la cotation ne se fait pas seulement à partir de la capitalisation effective, mais de façon projective à partir de la détention de brevets et autres innovations en devenir) ;

– deuxièmement, en ne comprenant plus le progrès technique comme un élément exogène de la production et de la croissance dans la mesure où il prend la forme d'un système socio-technique intégré du fait justement des nouvelles technologies. C'est pour cela que se sont développées les théories

---

6–Kostas Axelos, *Marx penseur de la technique. De l'aliénation de l'homme à la conquête du monde*, Paris, Éditions de Minuit, 1961 (réédition : Encre marine, 2015).

7–La juste valeur (*fair value* en anglais) est une méthode de valorisation des actifs qui a pour objectif de rapprocher la valeur comptable de la valeur de marché et donc de faciliter le travail des valorisations des sociétés par des tiers, de donner via la comptabilité une image plus réelle de la valeur de l'entreprise.

de la « croissance endogène » qui sont repartis de la conception hétérodoxe de Thorstein Veblen sur la technique comme stock de connaissances détenues et accumulées socialement, mais sans en souligner la dimension culturelle qui l'accompagne chez Veblen justement.

Et pourtant, c'est ce dont ne tiennent pas vraiment compte les thuriféraires des logiciels libres, qui ne semblent pas mesurer le fait que « l'essence » de la technoscience est de nature opératoire et qu'il est très secondaire que le logiciel soit libre ou pas, ce qui entraîne chez ces amis des hackers une conception de type « boîte à outils » que les post-opéraïstes, par exemple, ont utilisé jusqu'à la corde. Une position qui comprend les NTIC, mais qui peut être étendue à toute la technoscience, comme pratique opératoire indépendante des symbolisations qui l'accompagnent. La subjectivité du hacker remplacerait la subjectivité prolétaire dans son rapport à des conditions objectives considérées comme neutres. Une position compatible avec une idéologie de l'émancipation (Habermas, Appel et la nouvelle École de Francfort, libéraux-libertaires, partisans du tout numérique, etc.) réduite à la société transparente de la communication universelle. Pouvoir et résistance au pouvoir sont du même ordre finalement et il suffit simplement de pousser le pouvoir pour sortir sur l'autre rive... mais du même fleuve si on veut se risquer à une métaphore fluïdique. Non plus pousser la contradiction comme dans la dialectique, mais affirmer l'autre côté, l'immanence communiste du *general intellect* ou du logiciel libre au service de la « force-invention ».

### **L'OUBLI DE LA FORME-ÉTAT RÉSUITE DE SA NOUVELLE MISE EN RÉSEAU**

Alors que les multiples ramifications de l'État dans sa forme réseau lui permettent de développer ou d'englober de nombreuses médiations sans avoir besoin des contraintes visibles qui caractérisaient l'État-nation ou l'État des classes avec son lourd appareil institutionnel et que, dans cette configuration il est partie prenante et active du processus en cours, beaucoup font comme si l'État n'existait plus alors que c'est la société civile qui n'existe plus.

Certains font porter leur espoir sur une sorte de devenir communiste du capital (les post-opéraïstes), alors que d'autres parlent communisation et administration des choses.

De tels positionnements s'appuient sur le devenir du capitalisme comme substitut à la figure de l'émancipation devenue absente ou évanescence; ils annulent aussi toute idée d'intervention politique non étatique.

Or, l'État, dans sa forme réseau comme dans sa forme souverainiste ou d'exception repose la question politique alors que les communistes (et je ne parle pas ici des communistes orthodoxes) ont la plupart du temps dépolitisé la question de l'État alors qu'il n'a jamais atteint une telle capacité organisatrice, bien supérieure à celle déployée au moment de l'État-providence et bien sûr sans commune mesure avec ce qu'en percevaient les pères fondateurs.

Une puissance d'organisation des institutions, de l'activité économique, du social ce qui est assez ancien déjà, mais aussi d'organisation des personnes. L'État nous traverse tous (« L'État, c'est aussi nous<sup>8</sup> » disions-nous dans le numéro 8 de *Temps critiques*) diluant espace public et espaces privés, économie de la connaissance et économie de réseau dans la mesure où la nouvelle idéologie de la « compétence » conduit à mêler étroitement savoir-faire et savoir-être (se produire comme activité vivante). C'est une rupture avec la conception de la division du travail par grilles de qualification et avec la théorie de la valeur travail qui y était rattachée (la mesure du temps de travail n'est plus à l'ordre du jour dans beaucoup de postes de travail).

On fait comme si les nouvelles technologies du capital répondaient enfin à l'un des passages les plus célèbres et sans conteste l'un des plus critiquables de Marx, dans la préface à la *Contribution à la critique de l'économie politique* selon laquelle: « jamais de nouveaux et supérieurs rapports de production ne se substituent à elle avant que les conditions d'existence matérielles de ces rapports aient été couvées dans le sein même de la vieille société. C'est pourquoi l'humanité ne se pose jamais que les problèmes qu'elle peut résoudre, car, à regarder de plus près, il se trouvera toujours que le problème lui-même ne se présente que lorsque les conditions matérielles pour le résoudre existent ou du moins sont en voie de devenir » (ES, 1957, p. 5).

---

8–Jean-Louis Rocca, « L'État c'est nous: ce que nous enseigne la lutte anti-CIP », *Temps critiques* n° 8: <http://tempscritiques.free.fr/spip.php?article63>

Alors que les post-opéraïstes sont souvent de grands lecteurs de Simondon, on assiste au paradoxe qu'ils ne semblent pas tenir compte de ce que ce dernier appelle le processus de concrétisation et d'individuation dans lequel l'objet technique passe du mode abstrait (théorie appliquée) à un mode plus concret où il intègre les effets de son fonctionnement sur le milieu extérieur et par exemple sur les utilisateurs dans le cas de l'informatique, à l'intérieur de son « système-machine », ce qui crée un « milieu associé ». Ou alors, quand ils en tiennent compte c'est pour dire que la science n'est plus science du capital, mais science de la société comme si cela mettait fin à la domination. Or, dans le travail cognitif, le rapport entre les personnes constitue la matière de la subordination.

### **INFORMATIQUE ET MISE EN RÉSEAU.**

L'intérêt de l'informatique, pour le capital, vient de ce qu'elle permet de mettre en rapport des facteurs ou des forces hétérogènes. Elle permet donc aussi d'étendre les mécanismes de régulation qui jusque là étaient propres à la sphère économique, aux facteurs et sphères extra-économiques. C'est par exemple la relation sociale qui est l'objet d'échange... le plus souvent marchand et c'est bien Microsoft et autres mega-opérateurs qui organisent et exploitent la synergie collective des activités cognitives. C'est bien la mise en réseau capitaliste de cette totalité qui déborde les flux créatifs et non l'inverse. Il y a bien toujours du « molaire » (c.-à-d. du global) pour reprendre, mais contre lui, une expression de Guattari, et le fait d'être organisé en réseaux ne le transforme pas en moléculaire, toujours dans le langage de notre auteur-militant du particulier et des particularismes dont les thèses sont reprises aujourd'hui par les post-opéraïstes.

Bref, la révolution du capital n'est pas la « révolution moléculaire » de Guattari !

Par exemple la mise en réseau a beau pratiquer la différenciation horizontale plutôt que la hiérarchisation verticale, il n'y en a pas moins une hiérarchie des réseaux en fonction de la place occupée dans le réseau et de la proximité plus ou moins grande avec les nœuds de réseaux. De même, en cas de dysfonctionnement, l'autonomie des branches du réseau ou la pseudo-rationalité d'ensemble (c'est en fait la plupart du temps une rationalité limi-

tée au segment du réseau) tombe vite ainsi que la sanction (cf. l'affaire Kerviel/Société Générale).

Ce n'est bien sûr pas un mouvement unilatéral, mais ce qu'il faut voir c'est qui travaille pour qui en réalité. Quand on lit le dernier Gorz et son *L'immatériel...*<sup>9</sup> on est dans le même schéma que chez les post-opéraïstes pour lesquels le capital fixe serait subsumé par la « force-invention » qui ne serait plus travail, mais tout à la fois production de richesse et production de soi. Pour Gorz les « dissidents » du capitalisme numérique représenteraient (interview de 2007) 30 % environ de la population et comprendraient non seulement les hackers et les informaticiens de haut niveau, mais une grande part des diplômés qui refusent de tout sacrifier à leur carrière, les self-entrepreneurs qui refusent le tout plus vite et compétitif, ceux qui préfèrent gagner peu et avoir du temps, etc. Dans cette perspective on a l'impression que le « travail » tend à ne plus être que le moyen qui permet des activités hors-travail épanouissantes et créatrices de sens. En lisant cela non seulement on peut se demander le pourcentage de personnes que cela représenterait aujourd'hui sur les bases de cette hypothèse, mais en tenant compte du processus accéléré de ces dix dernières années, mais aussi quels sont les lieux de cette créativité supérieure et quels sont les fruits de cette supposée gigantesque sécession/désertion ? Se mène-t-elle au sein des GAFKA ou à l'extérieur, dans la « vie privée » qui n'est plus alors « privée » ? Les a-t-elle empêchés de grossir ou au contraire a-t-elle participé à leur succès ?

### LES « LOGICIELS LIBRES » CHANGENT-ILS LA DONNE ?

En effet, le domaine du « libre » n'est pas indépendant de l'économie de marché, car il n'en constitue pas un véritable détournement, mais seulement un détournement vis-à-vis de ses aspects institutionnels (le *copyright* est remplacé dans ce cas par le *copyleft*). Le logiciel libre mène lui aussi sa propre campagne. Mais ce n'est pas une campagne pour l'institutionnalisation puisqu'aujourd'hui l'institution est résorbée dans la gestion des intermédiaires. On pourrait ici parler d'une stratégie de marketing et de médiatisation pour faire reconnaître un dispositif technique et social. Le droit n'intervient que secondairement dans le processus pour trancher des conflits; conflits qui

---

9 – André Gorz, *L'immatériel. Connaissance, valeur et capital*, Galilée, 2003.

d'ailleurs ne parviennent même pas devant la justice puisque la plupart du temps ils sont l'objet d'un compromis financier.

La création de la *General public licence* (GPL) qui ne transgresse nullement la propriété intellectuelle, mais renverse simplement son usage qui devient libre, s'inscrit dans cette démarche. Les défenseurs du droit d'auteur certes essaient de défendre leurs droits, mais ces derniers deviennent une quasi-fiction; le droit d'auteur se délite, se dissout dans les réseaux et la mise en image des « œuvres-produits ». Dans cette mesure, il est impossible de dire qu'il y a libre diffusion puisqu'en amont, on retrouve bien une dépendance de l'auteur à toute une infrastructure de produits informatiques, à une ingénierie informatique, à une dépense énergivore énorme qui ne remet pas en question le productivisme exacerbé, mais au contraire le suppose. Sans parler du fait que l'auteur doit bien « travailler » dans un cadre plus traditionnel pour vivre.

Dans la correspondance de 2015 avec Raoul<sup>10</sup>, nous signalions des exemples de gratuité capitaliste (*Encyclopædia Britannica* dématérialisée et transformée en service gratuit, portable Motorola devenu gratuit en échange de services de télécommunications, Netscape et son logiciel de navigation, Microsoft Internet Explorer, Wikipedia aujourd'hui, quelques villes moyennes comme Compiègne qui ont opté pour les transports publics gratuits, etc.) tout en critiquant le fait d'y voir une telle socialisation collective que la marchandisation ne pourrait s'effectuer ou continuer pour de plus en plus de services.

De fait les marxistes pratiquant la théorie de la valeur-travail et ne voyant que le profit (le calcul égoïste) ne pouvaient véritablement comprendre le calcul marginal et la logique de puissance qui président à la production coopérative de ces services et ont permis l'éclosion des startups, via l'utilisation de capital fictif. Mais ces exemples, rares, de gratuité font bon ménage avec la tendance dominante à la marchandisation des services et de toutes les activités humaines transformées en travail ou/et service. Que tout cela ait pour origine une activité coopérative n'empêche pas sa capitalisation future. Cela fonctionne comme division des tâches au niveau des entreprises, les plus petites étant les plus innovantes et réactives par rapport aux grandes firmes.

---

10 – <http://blog.tempscritiques.net/archives/1836>



Si auparavant, celles-ci profitaient de la réactivité plus forte des premières du fait de leur caractère bureaucraté (cf. les analyses de Galbraith et Castoriadis), elles sont aujourd'hui beaucoup plus cyniques. Elles ont bien réalisé leur cure d'amaigrissement et leur flexibilisation, mais elles font jouer à plein l'effet de mise en réseau comme nouvelle forme (pseudo-égalitaire) de la nouvelle division du travail. Elles se contentent donc souvent d'avaliser et exploiter ce produit du travail collaboratif. On a quand même l'impression d'être dans une situation assez voisine de celle qui oppose et lie en même temps les « indépendants » et les « majors » dans le secteur des arts et du spectacle.

L'Internet relève des micro-technologies à double portée : de production et d'usage, ce qui permet de dégager une certaine autonomie par rapport à la fonctionnalité productive dans la mesure où elles combinent temps de la production et temps de la « création ». Dans ce contexte, l'appropriation d'une partie des fonctions non directement productives (ludiques/ communicationnelles) et même le détournement créatif ou subversif de ces fonctions s'avère possible (l'exemple des hackers, mais pas seulement, la diffusion de textes critiques à une époque où la diffusion traditionnelle est en échec, etc.), mais ne garantit en rien la portée politique de telles pratiques. Mais ce que j'écrivais là en 2004 est justement particulièrement daté parce que comme le dit J. Guigou dans les échanges précédents, la révolution du capital a tendanciellement unifié les temps productifs et non productifs rendant même la consommation productive.

Par ailleurs, l'exemple des OGM nous montre qu'il n'y a pas de fonctionnalité productive qui ne soit en même temps puissance et domination comme le choix nucléaire nous en a fourni le parangon. On a vu récemment des tentatives sur Facebook afin d'imposer une censure de type nouveau. On ne peut parler à cet égard d'un « politiquement correct » parce qu'il ne provient pas des « politiques » ni d'une société civile qui n'existe pas. C'est ce qu'on appelait, dans les années 70, le discours du capital, mais on sait aujourd'hui que ce discours n'est pas désincarné, mais le produit de puissances qui n'ont rien de souterraines malgré le retour des thèses complotistes.

Que des marges d'autonomie existent pour les salariés de l'Internet et des NTIC, c'est une évidence et d'ailleurs leurs patrons le savent bien qui surveillent leur utilisation du matériel à disposition. Mais ces salariés subissent une

nouvelle subordination au travail et une virtualisation de leur activité (cf. Pierre Naville et ses développements sur la fonction de l'écran) avec le passage de l'analogique au numérique (du message interactif au code autonome). Il s'agit d'un nouveau clivage entre sens et connaissance produit par l'automatisation actuelle, le fait que l'ouvrier ou/et le salarié n'a plus en face de lui simplement une machine, mais un processus continu. Certes, ce n'est pas une spécificité de l'informatisation, puisque dans le travail à la chaîne, l'opérateur aussi était face à un processus continu, mais il pouvait encore être amené à le synthétiser à travers la représentation de l'ouvrier collectif ou du collectif de travail. L'autonomisation était moindre ce qui laissait sinon place à la perspective de la réappropriation, de plus en plus problématique, mais au moins à celle d'une révolte massive contre comme l'ont montré les luttes contre le travail à la chaîne dans les années 1960-1970.

C'est sur cette codification que la théorie de l'information essaime dans les innovations biotechnologiques que sont les manipulations génétiques. Ce qui compte ici c'est l'utilisation de la micro-informatique comme pratique opérationnelle et programmation.

Certains font comme si cette nouvelle subordination n'existait pas et pensent qu'aujourd'hui il n'y a pas plus de difficulté à dégager une perspective communiste qu'au XIX<sup>e</sup> siècle. Les « données » matérielles auraient simplement changé. Mais pourtant Marx disait que les hommes ne se posent que les questions de leur époque or pourquoi se posaient-ils jadis celle du communisme et ne se la posent-ils plus alors que les « conditions » sont de plus en plus sociales ? Pourquoi les individus et particulièrement les membres de la « génération Y » se posent-ils majoritairement la question de la gratuité dans des termes libéral/libertaires et non dans des termes communistes ?

## **GRATUITÉ ET LUTTES**

Je voudrais rajouter un petit complément sur cette question de la gratuité. En effet, les luttes sur ce terrain peuvent être importantes parce que ce ne sont pas forcément les luttes sur le lieu de production qui sont primordiales et *a fortiori* les seules dignes d'intérêt. Celles qui concernent les secteurs de la reproduction des rapports sociaux présentent la caractéristique d'être d'emblée des luttes d'ensemble et c'est bien pour cela que partout les États cherchent à en limiter les effets en brimant les initiatives des salariés par des

restrictions au droit de grève. Il leur est toutefois beaucoup plus difficile d'en faire autant quand ce sont les « usagers » ou des individus ordinaires qui sont à l'origine des actions. Les deux aspects ne sont d'ailleurs pas incompatibles en théorie, bien que dans la réalité, le manque de rapports entre protagonistes potentiels et la difficulté à dépasser des intérêts immédiats (même si on les affuble du caractère « de classe » au moins pour les uns) pour se mettre d'accord sur des actions communes conduisent à un échec, la plupart du temps.

Ces luttes sur la gratuité s'avèrent aussi d'actualité en ce qu'elles remettent en cause l'idée d'un juste prix à payer reposant sur un calcul des coûts. Mais elles ne le font pas sur la base qui fut celle des luttes du cycle précédent. Elles ne se situent pas non plus dans le cadre « d'autoréductions » comme on a pu en connaître dans les années 70 en Italie, « autoréductions » qui, toutes radicales qu'elles aient été, s'avéraient de fait aussi arbitraires que l'était le prix officiel quand il s'agissait de les évaluer précisément (la CGIL italienne et les groupes comme *Lotta Continua* s'empoignaient d'ailleurs là-dessus). Enfin elles rendent compte de l'évanescence de la valeur dont nous parlons à *Temps critiques*. Cette question s'inscrit, de façon matérialiste, dans les rapports sociaux concrets sous forme d'attaque contre les prix qui représentent les seules concrétions des valeurs. Seulement à l'époque de cette évanescence de la valeur, c'est-à-dire quand le capital domine la valeur, les prix n'ont plus qu'un rapport ténu avec les valeurs (qu'on se réfère à la valeur-travail des marxistes ou à la valeur-utilité des néo-classiques importe peu ici). Les Antillais et Réunionnais qui vivent dans des conditions particulières rendant ces prix encore plus arbitraires l'ont bien compris, eux qui s'attaquent régulièrement à ces prix, par des revendications ou par des pillages. Mais d'une manière plus générale le passage des monnaies nationales à l'euro a eu le même effet dans la conscience du « peuple » : aujourd'hui, pour la plupart des Européens les prix en euros n'ont aucune justification de « valeur » (comprise au sens strict) et c'est ce qui fait qu'un discours plus ou moins masqué sur le retour à une monnaie nationale rencontrait jusqu'à peu un certain succès, car il semble recouvrir une vérité des valeurs (plus que des prix : la « vérité des prix ») en tant que la valeur est représentation ou a une signification imaginaire sociale. Il semble que, tout récemment, les choses se soient inversées avec une relative défaite des thèses populistes en Europe et l'effet

particulièrement contre-productif du *Brexit*. Une confiance nouvelle en l'euro s'est fait jour, non pas comme équivalent général/représentation économique de la « valeur », mais comme représentation d'une unité politique perçue comme plus stable.

Que la valeur soit de plus en plus une représentation politique (Tronti), une représentation de la puissance (Fourquet) permet à certaines fractions capitalistes de penser en termes de gratuité pour un certain nombre de produits correspondant aux « communs » ou à des productions « immatérielles » à coût marginal zéro, mais cela peut très bien s'insérer dans le cadre d'une capitalisation plus grande des activités à partir du moment où cela faciliterait le développement et la fluidité ou la vitesse de circulation des biens marchands, dont la production reste organisée sur le modèle économique de la rareté, du travail et de la propriété.

En l'état actuel des choses, toute tendance à la gratuité aujourd'hui repose sur les bases de la révolution du capital et non pas de la révolution prolétarienne. Le fait que, comme disait Gorz, ce soit le produit d'une « socialisation antisociale » n'y change rien. Ces bases intègrent justement un niveau d'intégration technologique toujours plus élevé qui est aux antipodes d'une tendance à l'autoproduction. La puissance d'agir qu'on acquiert éventuellement avec les nouvelles technologies nous rend encore plus dépendants de l'organisation en réseau qui la permet. Ce n'est pas parce que cette nouvelle forme d'infrastructure semble invisible qu'elle n'existe pas. Ainsi, si on prend l'exemple des Vélib', ils sont quasiment gratuits surtout si on les prend moins d'un quart d'heure et ils sont censés accroître la liberté individuelle de déplacement, mais cela suppose un réseau informatique gérant les parcs vélos, des abonnements, une mesure des temps, des GPS incorporés aux vélos pour repérer leur variation d'emplacement, un réseau d'entretien, etc. Cette organisation mobilise tout un ensemble technologique géré par des salariés eux aussi assez invisibles et dont le moins qu'on puisse dire c'est qu'elle ne les valorise pas particulièrement. Le réencastrement de l'économie dans le social, pour parler comme Polanyi, ou la socialisation des forces productives, pour parler comme Marx, nous échappent plus que nous ne les contrôlons. La dynamique qui fait la force du rapport social capitaliste c'est justement cette façon de jouer du besoin des uns avec le désir des autres.